

HISTOIRE VIVANTE Dès 1921, le fascisme mussolinien trouve un écho favorable en Suisse. Interview. **13**

SOCIÉTÉ Pour la sociologue Kaoutar Harchi, le spécisme est à la base du sexisme et du racisme. Entretien. **14**

le **MAG** Un documentaire rocambolesque retrace un périple effectué en 2002 par trois Occidentaux en Afghanistan. **19**

WEEK-END

SOLIDARITÉ
11
LE COURRIER
VENDREDI 8 NOVEMBRE 2024

L'ébauche d'une fédération entre Burkina, Mali et Niger ouvre la voie à un autre développement au Sahel, ont plaidé à Genève plusieurs intervenant·e·s africain·es

Virage ou mirage dans le Sahel?

BENITO PEREZ

Afrique de l'Ouest ▶ En Afrique, l'espoir vient-il des militaires? Posée comme ça, la question a de quoi étonner, même si l'une des icônes du mouvement populaire africain, Thomas Sankara, était capitaine de l'armée burkinabè avant de conduire son pays sur la voie anti-impérialiste. Autre temps, autres mœurs. Aujourd'hui, le soutien populaire à l'Alliance des Etats du Sahel (AES), cofondée par les gouvernements militaires du Mali, du Niger et du Burkina Faso, est observé avec beaucoup de circonspection au nord de l'hémisphère. A Genève, le CETIM et la Ligue panafricaine ont voulu ouvrir le débat, fin septembre, à Uni-Mail, avec la participation d'un panel de personnalités issues du courant de pensée panafricain, qui postule l'unité décoloniale des Africains et des afrodescendants. «A ma connaissance, c'est la première fois que l'on discute de l'AES dans un cadre universitaire», fait remarquer son intervenant principal, l'historien béninois et président de la Ligue panafricaine, Amzat Boukari-Yabara.

Prémices d'un Etat sahélier souverain ou simple accord de défense entre trois juntes aux abois, l'AES naît dans la foulée des putschs au Mali, en mai 2021, au Burkina Faso, en septembre 2022, puis au Niger, en juillet 2023. Les trois Etats frontaliers ont ceci de commun qu'ils sont aux prises depuis plus d'une décennie avec une insurrection islamiste s'infiltrant notamment depuis la Libye qu'ils ont combattue sans succès sous l'égide de l'ancienne puissance coloniale française.

Tous trois enclavés, tous trois «prisonniers du narratif de la pauvreté et de l'aide au développement» malgré leurs richesses naturelles, tous trois contraints par l'ex-métropole de réprimer leurs citoyens désireux de migrer, ils offrent un terreau propice à la contestation de l'ordre françafricain, selon Amzat Boukari-Yabara. La montée du péril islamiste fera office de déclic. En particulier au Mali, où «la perte de la direction des opérations militaires par les autorités de Bamako a été vécue comme une humiliation», décrit-il.

Aminata Traoré partage cette analyse. Pour l'ancienne ministre malienne de la Culture qui intervenait à travers un message vidéo, la dépossession subie par les militaires est entrée en résonance avec celle ressentie de longue date par la population. Une communion que l'expul-



Manifestation de soutien à launte militaire et à l'Alliance des Etats du Sahel, le 1^{er} février 2024 à Bamako, la capitale du Mali. KEYSTONE

sion des troupes françaises – et même étasuniennes au Niger – et la fin des accords migratoires avec le Nord a renforcée, en particulier avec une jeunesse qui se sent exclue du projet néolibéral.

Du militaire au politique

Le 16 septembre 2023, confrontés à une menace d'intervention militaire et aux sanctions internationales, les trois gouvernements sahéliers passent à l'action. Un pacte de défense mutuelle, dit de Liptako-Gourma, fonde l'Alliance des Etats du Sahel. Sa mission première est de coordonner la lutte contre les groupes armés, permettant à chaque armée de les poursuivre sur territoire voisin. Mais il envoie aussi un signal clair aux Occidentaux qui seraient tentés de pousser la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) à interve-

nir militairement, au prétexte que les régimes militaires de Niamey, de Ouagadougou et de Bamako violent sa charte démocratique.

Moins d'un an plus tard, le 6 juillet 2024, lorsque les trois Etats signent un nouveau pacte donnant naissance à la Confédération-Alliance des Etats du Sahel, le risque d'une intervention militaire s'est évaporé et de nouveaux projets de coopération émergent entre les trois Etats qui ont quitté la CEDEAO, main dans la main, le 28 janvier dernier.

Et si les résultats sécuritaires de l'AES demeurent contrastés (lire page suivante), le volontarisme des militaires est toujours largement apprécié parmi les populations. «Des agriculteurs qui n'osaient plus se rendre dans leurs champs ont pu reprendre le travail et ils ne perdent plus leurs animaux», relève par



«L'AES offre l'espoir d'enfin nommer le système capitaliste comme cause de nos maux»

Aminata Traoré

exemple Djibo Bagna, président de la Plateforme paysanne du Niger (PFPN), membre de Via Campesina.

Auteur d'un livre sur le cas de ce pays¹, Alex Anfruns souligne l'importance des mesures d'accompagnement sociales prises par les nouveaux dirigeants, qui auraient marqué les esprits. Le chercheur espagnol cite le blocage des prix, notamment du blé et de l'essence, mais aussi la renationalisation de l'eau et la fin des privilèges fiscaux accordés aux multinationales françaises.

Bien que disparates, les politiques menées dans les trois capitales sahéliennes ont pour point commun le désir de souveraineté et la remise en question des vieilles structures françafricaines, dicit M. Anfruns. Qui souligne les très symboliques accords économiques préférentiels, notam-

ment sur le plan énergétique, passés entre pays de l'AES mais aussi avec d'autres voisins, dessinant une dynamique de développement aut centré peu compatible avec les projets des métropoles.

Pour Djibo Bagna, qui dirige le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROP-PA), l'agriculture pourrait être le moteur de ces convergences régionales, en s'appuyant sur les similitudes entre les trois Etats sahéliers, dont le bastion paysan de Liptako-Gourma se trouve à leur triple frontière.

De fait, la nouvelle Confédération sahélienne couve de nombreux projets plus ou moins stratégiques, allant d'une monnaie commune pour remplacer le franc CFA à l'édition d'un passeport identique, en passant par la mise sur pied d'une chaîne d'information. ●●●

••• Une Banque d'investissement et de développement et une compagnie aérienne sont aussi évoquées comme autant d'«outils pour accompagner la confédération vers une fédération», détaille Amzat Boukari-Yabara.

Légalité et légitimité

En Afrique, l'espoir vient-il dès lors des militaires? «Les nouveaux dirigeants ont occupé l'espace panafricain que les politiques avaient délaissé», éclaire l'historien. Pour lui, les coups d'Etat répondaient d'abord à la conjoncture sécu-

ritaire. Et de citer le Sénégal comme contre-exemple, où la révolte et le projet émancipateur se sont exprimés à travers les urnes dans le sillage de Basirou Diomaye Faye.

Et l'analyste béninois de dissocier les «coups d'Etat de rupture» des gouvernements militaires classiques destinés à renforcer les structures de pouvoir. En fin de compte, l'enjeu institutionnel serait un trompe-l'œil: si les présidents maliens, burkinabè et nigériens n'ont pas été élus, la plupart des chefs d'Etat de la région ont,

bénéficié de scrutins frauduleux et se comportent de façon autoritaire. Entre «légalité» et «légitimité», entre le «fond» et la «forme», Amzat Boukari-Yabara a fait son choix, et souligne le soutien populaire et les processus de concertation existant au sein de l'AES.

Aminata Traoré abonde, n'hésitant pas à qualifier l'AES de «séisme politique»: «Nous ne devons pas nous cacher derrière la question des partis et de la démocratie. Il faut se réjouir de l'avènement de l'AES, car il nous offre l'espoir d'enfin

nommer le système capitaliste comme cause de nos maux.» Pour la militante malienne, la réussite de l'expérience dépendra de sa capacité à «s'engager pour un développement alternatif, créateur d'emplois, en répondant aux besoins locaux et non aux possibilités de profit offertes par des marchés». «La guerre qui nous est imposée contre le djihadisme et la question de la migration sont une même violence systémique, source de toutes les insécurités, au pluriel, économique, alimentaire, sanitaire,

écologique, émotionnelle», décrit l'altermondialiste.

Etats-Unis d'Afrique

Depuis son Centre panafricainiste Thomas Sankara à Ouagadougou, Inem Richardson sent une vraie ferveur populaire entourer le projet de l'AES. Elle prend pour exemple les «veilles citoyennes», spontanément organisées dans les quartiers, entre 21h et 4h. «Pourquoi les gens se mobiliseraient-ils pour défendre des dictatures?» fait-elle mine d'interroger. «Le fait que le Niger soit le premier pays

au monde à obtenir le départ d'une base militaire étasunienne a eu un retentissement énorme», affirme la jeune Afro-Américaine installée au Burkina Faso depuis trois ans. Qui imagine bien que «son» gouvernement ne restera pas les bras croisés. «Les risques sont énormes, il y aura des tentatives de déstabilisation, mais on ne va pas s'arrêter là, promet-elle. L'AES finira en Etats-Unis de l'Afrique, ou nous aurons échoué.» I

**Niger: ¿Otro golpe de Estado o... Revolución panafricana? El Viejo Topo, Barcelona, 2023.*

Introuvable paix au Nord-Mali

Mohamed* n'est pas du genre à se faire des illusions. Pourtant, après les négociations politiques de 2013-2015, ce militant associatif de la minorité touarègue du Mali avait sincèrement cru que la paix allait durablement s'installer dans la région de Tombouctou, où il était revenu après son exil mauritanien. «Politiquement, on n'avait pas obtenu grand-chose, mais, au moins, on vivait en sécurité», témoigne-t-il au *Courrier*. Dans ce nord malien, où les populations touarègues (berbères) et arabes se sont toujours senties défavorisées par le gouvernement malien et réclament moyens, autonomie et respect de leurs spécificités culturelles, l'abandon de l'Accord pour la paix et la réconciliation (accord d'Alger) par le nouveau pouvoir militaire a rouvert les plaies. Et, selon le militant touareg, laissé place aux violences et à la peur.

Mohamed était bien sûr conscient que l'accord signé en 2015 par la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et le gouvernement du Mali avait été arraché sous la pression internationale et qu'il était par conséquent politiquement fragile. «Mais il avait quand même permis de stabiliser la région. Des élections ont pu avoir lieu. Et l'intervention des acteurs humanitaires a soulagé les populations.»

Tout cela, aujourd'hui, est oublié, et la priorité du gouvernement central est de «récupérer la souveraineté du Mali». «Les séparatismes, culturalisés, ont toujours été encouragés par les Occidentaux pour affaiblir les Etats africains», expose le militant panafricain Amzat Boukari-Yabara, rappelant le rôle, par exemple, joué par le Katanga dans la mise au pas du Congo dans les années 1960.

Pour le mouvement touareg, coïncé entre le centralisme malien et un djihadisme plus ou moins importé, la marge de manœuvre est de plus en plus réduite. «Nous comprenons la volonté du gouvernement de prendre ses responsabilités, de relever des Français jugés inefficaces – c'est leur ana-



Pour remplacer les troupes françaises, le gouvernement malien a fait appel à la milice russe Wagner, devenue Africa Corps. KEYSTONE

lyse, décrypte Mohamed. Mais on ne comprend pas le recours à une milice terroriste comme Wagner, qui crée plus de problèmes aux populations. Son comportement et celui de certains militaires maliens laissent entendre que toute la population est assimilée au terrorisme. La grande peur qui a saisi les gens vient de là.»

«On ne comprend pas le recours à une milice terroriste comme Wagner»

Mohamed*

Et malgré le discours de Bamako, Mohamed est formel: depuis le départ des troupes françaises, l'insécurité s'est aggravée dans toute la région. «Contraints de reprendre les armes», les Touaregs doivent craindre désormais autant les djihadistes que les exactions du pouvoir et de sa milice russe, appelée par Bamako (mais pas

par Niamey ni Ouagadougou) à suppléer la France. «On a l'impression que la mission qui a été assignée à Wagner est de vider les zones rurales», déclare le résident de Tombouctou, qui se dit informé de nombreuses attaques de drones sur des campements nomades, de destructions de marchés ou encore d'abattages de troupeaux aux points d'eau. «Le gouvernement devrait contrôler les actions de Wagner; au lieu de cela, il dit aux nomades que, s'ils veulent être en sécurité, ils doivent abandonner leurs animaux et se réfugier en ville ou dans les camps de Mauritanie.» De fait, la plupart du cheptel malien se trouverait actuellement le long de la frontière mauritanienne, où les pâturages souffrent depuis de longs mois.

Outre les Touaregs, la population Peul, à la peau également plus claire, est également ciblée, car assimilée par certains Maliens aux groupes islamistes armés. Ainsi, après le double attentat de Bamako, du 17 septembre dernier, perpétré par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, lié à Al-Qaïda), Peuls et Touaregs établis dans le centre du pays ont dû se terrer devant les risques de lynchage, malgré les appels au calme de l'armée.

Interrogé par *Le Courrier*, M. Boukari-Yabara admet que la situation sécuritaire demeure difficile dans certaines zones du Sahel. «Le territoire est immense et ces conflits asymétriques sont complexes. Pour être réellement efficaces, les trois armées du Mali, du Niger et du Burkina devraient passer sous commandement unique.»

Pour autant, l'activiste panafricain est conscient que la réponse à la crise sahélienne ne pourra être uniquement militaire. Il faut explorer «des options politiques» et faire preuve d'un «optimisme radical», dit-il. «Dans toute situation de guerre, les droits et les libertés politiques souffrent. Mais le processus de l'AES est encore jeune, et il est engagé dans la bonne direction.» **BPZ**

*Prénom d'emprunt.

OFFRE D'AUTOMNE

ABO COMBI

ACCÈS NUMÉRIQUE +
PAPIER LE WEEK-END

CHF 20.- / mois

La première année d'abonnement.
Offre valable jusqu'au 30 novembre.



lecourrier.ch/offres

LE COURRIER